

**Arrêté du 13 mars 1987 portant répartition de crédits**

NOR : BUD8730013A

Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget,  
Vu l'article 7 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances ;  
Vu la loi de finances et les textes portant ouverture et annulation de crédits pour 1987,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. - Est annulé sur 1987 un crédit de 121 708 210 F applicable au budget et au chapitre mentionnés dans le tableau A annexé au présent arrêté.

Art. 2. - Sont ouverts sur 1987 une autorisation de programme de 15 228 000 F et un crédit de paiement de 121 708 210 F applicables aux budgets et aux chapitres mentionnés dans le tableau B annexé au présent arrêté.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 mars 1987.

Pour le ministre et par délégation :  
Par empêchement du directeur du budget :  
Le sous-directeur,  
J.-D. COMOLLI

**TABLEAU A**

SERVICE	CHAPITRE	CREDIT annulé (en francs)
<b>JUSTICE</b>		
<b>TITRE III</b>		
Action interministérielle de lutte contre la toxicomanie .....	37-00	121 708 210

**TABLEAU B**

SERVICES	CHAPITRES	AUTORISATION de programme accordée (en francs)	CREDIT de paiement ouvert (en francs)
<b>AFFAIRES SOCIALES ET EMPLOI</b>			
<b>I. - SECTION COMMUNE</b>			
<b>TITRE III</b>			
Etudes générales .....	34-97	«	3 204 000
<b>II. - AFFAIRES SOCIALES</b>			
<b>TITRES III ET IV</b>			
Cotisations sociales. - Part de l'Etat.....	33-90	«	418 000
Directions départementales des affaires sanitaires et sociales. - Remboursement des dépenses de personnel.....	37-12	«	1 582 000
Lutte contre la toxicomanie.....	47-15	«	42 500 000
Total pour les affaires sociales.....		«	44 500 000
<b>ECONOMIE, FINANCES ET PRIVATISATION</b>			
<b>II. - SERVICES FINANCIERS</b>			
<b>TITRE III</b>			
Direction générale des douanes et droits indirects. - Matériel.....	34-63	«	5 450 000
Frais de déplacement.....	34-90	«	250 000
Parc automobile. - Achat, entretien, carburants et lubrifiants.....	34-92	«	5 300 000
Dépenses informatiques, bureautiques et télématiques.....	34-95	«	2 000 000
<b>TITRE V</b>			
Equipement des services.....	57-90	9 500 000	9 500 000
Totaux pour les services financiers.....		9 500 000	22 500 000
<b>EDUCATION NATIONALE</b>			
<b>I. - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>			
<b>TITRE III</b>			
Autres personnels administratifs non titulaires et vacations. - Rémunérations principales .....	31-96	«	15 500 000
Réorganisation administrative et réformes pédagogiques.....	37-93	«	4 855 000
Interventions diverses.....	43-80	«	700 000
Total pour l'enseignement scolaire.....		«	21 055 000
<b>INTERIEUR</b>			
<b>TITRE III</b>			
Police nationale. - Rémunérations principales.....	31-41	«	500 000
Dépenses informatiques, bureautiques et télématiques.....	34-82	«	3 455 000
Frais de déplacement.....	34-90	«	2 400 000
Parc automobile. - Achat, entretien, carburants et lubrifiants.....	34-92	«	8 667 310
Matériel et fonctionnement courant.....	34-96	«	2 498 900

TABLEAU B

SERVICES	CHAPITRES	AUTORISATION de programme accordée (en francs)	CREDIT de paiement ouvert (en francs)
<b>TITRE V</b> Informatique, bureautique et télématique. - Dépenses d'équipement .....	57-60	5 728 000	5 728 000
Totaux pour l'intérieur .....		5 728 000	23 249 210
<b>SERVICES DU PREMIER MINISTRE</b> <b>V. - JEUNESSE ET SPORTS</b> <b>TITRES III ET IV</b>			
Frais de déplacement .....	34-11	€	734 120
Matériel et fonctionnement courant .....	34-98	€	2 715 880
Actions en faveur de la jeunesse, des activités socio-éducatives et des centres de vacances .....	43-20	€	3 750 000
Total pour la jeunesse et les sports .....		€	7 200 000
Totaux pour le tableau B .....		15 228 000	121 708 210

**Arrêté du 16 mars 1987 portant répartition de crédits**

NOR : BUD8760012A

Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget,  
Vu l'article 7 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances ;  
Vu la loi de finances et les textes portant ouverture et annulation de crédits pour 1987,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. - Est annulé sur 1987 un crédit de 57 857 869 F applicable au budget et au chapitre mentionnés dans le tableau A annexé au présent arrêté.

Art. 2. - Est ouvert sur 1987 un crédit de 57 857 869 F applicable aux budgets et aux chapitres mentionnés dans le tableau B annexé au présent arrêté.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 mars 1987.

Pour le ministre et par délégation :  
Par empêchement du directeur du budget :  
*Le sous-directeur,*  
A. COLLOT

TABLEAU A

SERVICE	CHAPITRE	CREDIT annulé (en francs)
<b>AFFAIRES SOCIALES ET EMPLOI</b> <b>I. - SECTION COMMUNE</b> <b>TITRE III</b> Service national des objecteurs de conscience .....	37-01	57 857 869

TABLEAU B

SERVICES	CHAPITRES	CREDIT ouvert (en francs)
<b>AGRICULTURE</b> <b>TITRE III</b> Service national des objecteurs de conscience .....	37-01	3 107 334
<b>CULTURE ET COMMUNICATION</b> <b>TITRE IV</b> Environnement culturel. - Subventions .....	43-50	8 391 067
<b>ECONOMIE, FINANCES ET PRIVATISATION</b> <b>II. - SERVICES FINANCIERS</b> <b>TITRE IV</b> Actions concertées en matière de consommation et aides aux organisations de consommateurs .....	44-81	1 227 467